

# Législation 2017



*Nombre de textes = 126*

[Arrêté du 3 janvier 2017](#) relatif aux modalités d'appréciation d'une mobilité pédestre réduite et de la perte d'autonomie dans le déplacement individuel, prévues aux articles R. 241-12-1 et R. 241-20-1 du code de l'action sociale et des familles.

[Arrêté du 9 janvier 2017](#) fixant pour 2017 le montant, les conditions d'utilisation et d'affectation des crédits destinés au financement d'opérations d'investissement immobilier prévus à l'article L. 14-10-9 du code de l'action sociale et des familles.

[Décision du Conseil d'Etat n° 387815](#) du 13 janvier 2017 - Abrogation du deuxième alinéa du I de l'article R. 37 du code des pensions civiles et militaires de retraite.

[Arrêt de la Cour de Cassation n° 16-13394](#) du 19 janvier 2017 - Recours formés contre les décisions de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées.

[Loi n° 2017-86](#) du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté. [Rectificatif](#).

[Décret n° 2017-122](#) du 1er février 2017 relatif à la réforme des minima sociaux.

[Arrêté du 3 février 2017](#) fixant le rapport d'activité type des centres médico-psycho-pédagogiques.

[Circulaire n° 2017-011](#) du 3 février 2017 relative à la mise en œuvre du parcours de formation du jeune sourd.

[Instruction n° DGCS/SD4/2017/44](#) du 6 février 2017 relative au recueil national des contenus de formations délivrés pour les quatre diplômes suivants, en matière d'autisme : Diplôme d'Etat d'Educateur Spécialisé ; Diplôme d'Etat d'Educateur pour Jeunes Enfants ; Diplôme d'Etat de Moniteur Educateur ; Diplôme d'Etat d'Aide Médico-Psychologique.

[Décret n° 2017-137](#) du 7 février 2017 relatif aux informations nécessaires à l'élaboration des plans d'accompagnement globaux des personnes handicapées.

[Instruction n° DGEFP/SDPAE/2017/51](#) du 9 février 2017 relative à la notification et au pilotage des aides au poste 2017 dans les entreprises adaptées.

[Arrêté du 10 février 2017](#) relatif à l'organisation de la formation professionnelle spécialisée à l'intention des enseignants chargés de la scolarisation des élèves présentant des besoins éducatifs particuliers liés à une situation de handicap, de grande difficulté scolaire ou à une maladie.

[Arrêté du 10 février 2017](#) relatif à l'organisation de l'examen pour l'obtention du certificat d'aptitude professionnelle aux pratiques de l'éducation inclusive (CAPPEI).

[Circulaire n° 2017-026](#) du 14 février 2017 relative à la formation professionnelle spécialisée et au certificat d'aptitude professionnelle aux pratiques de l'éducation inclusive (Cappei).

[Circulaire n° SG/2017/60](#) du 17 février 2017 relative au développement du service civique dans le champ de la santé, du médico-social et dans les ARS.

[Décision du Conseil Constitutionnel n° 2016-613 QPC](#) du 24 février 2017 - Amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation.

[Arrêté du 3 mars 2017](#) fixant le contenu du cahier des charges du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens prévu au IV ter de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles.

[Arrêté du 8 mars 2017](#) fixant le cahier des charges relatif à l'expérimentation mentionnée à l'article 74 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels.

[Circulaire n° 2017-045](#) du 9 mars 2017 relative à la rentrée scolaire 2017.

[Arrêté du 10 mars 2017](#) relatif au versement des subventions aux maisons départementales des personnes handicapées au titre de l'année 2017.

[Décret n° 2017-334](#) du 14 mars 2017 relatif aux traitements de données à caractère personnel pour la mise en œuvre des échanges d'informations entre organismes de sécurité sociale en vue de prévenir la perte d'autonomie des personnes âgées.

[Instruction n° DSS/2A/2C/3A/2017/67](#) du 14 mars 2017 relative à l'évolution des pensions d'invalidité, de l'allocation supplémentaire d'invalidité, de l'allocation de solidarité aux personnes âgées, de la majoration pour aide constante d'une tierce personne, des rentes d'incapacité permanente, de la prestation complémentaire pour recours à tierce personne et du capital décès au titre de l'année 2017.

[Arrêté du 15 mars 2017](#) fixant pour l'année 2017 la contribution des régimes d'assurance maladie, l'objectif de dépenses et le montant total annuel des dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie mentionnée à l'article L. 314-3 du code de l'action sociale et des familles et fixant le montant mentionné à l'article L. 314-3-4 du même code.

[Arrêté du 17 mars 2017](#) modifiant l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au financement du fonds d'appui à la définition de la stratégie territoriale dans le champ de l'aide à domicile, de soutien aux bonnes pratiques et d'aide à la restructuration des services d'aide et d'accompagnement à domicile prévu à l'article 34 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2017.

[Instruction n° DGCS/SD5C/2017/96](#) du 21 mars 2017 relative à la mise en œuvre de l'arrêté du 3 mars 2017 fixant le contenu du cahier des charges du contrat d'objectifs et de moyens (CPOM) prévu au IV ter de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles et à l'articulation avec le CPOM prévu à l'article L. 313-12-2 du même code.

[Circulaire interministérielle n° DSS/SD2B/2017/97](#) du 21 mars 2017 relative à la revalorisation des prestations familiales servies en métropole au 1er avril 2017.

[Décret n° 2017-431](#) du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public.

[Arrêté du 28 mars 2017](#) relatif au modèle de convention de mise en situation en milieu professionnel en établissement et service d'aide par le travail, mentionnée à l'article R. 146-31-3 du code de l'action sociale et des familles.

[Arrêté du 30 mars 2017](#) fixant le contenu du rapport d'activité de la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie, pris en application des articles R. 233-18 et R. 233-19 du code de l'action sociale et des familles.

[Décret n° 2017-472](#) du 3 avril 2017 modifiant les durées d'exonération de la participation des assurés relevant d'une affection de longue durée.

[Décret n° 2017-473](#) du 3 avril 2017 modifiant le décret n° 2016-1899 relatif à la mise en œuvre du dispositif d'emploi accompagné et au financement du compte personnel de formation des travailleurs handicapés.

[Arrêté du 4 avril 2017](#) relatif à l'adaptation de certaines épreuves ou parties d'épreuves obligatoires de langue vivante étrangère à l'examen du brevet de technicien supérieur pour les candidats présentant une déficience auditive, une déficience du langage oral, une déficience de la parole.

[Décret n° 2017-488](#) du 6 avril 2017 relatif aux modalités de délivrance de la carte mobilité inclusion.

[Décret n° 2017-500](#) du 6 avril 2017 relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation.

[Instruction n° DGCS/SD5C/2017/123](#) du 7 avril 2017 relative à la mise en œuvre des dispositions du décret relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles.

[Arrêté du 14 avril 2017](#) fixant pour l'année 2017 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation.

[Circulaire n° 2017-056](#) du 14 avril 2017 relative à l'obligation scolaire.

[Circulaire interministérielle n° DGCS/3B/5A/DGEFP/METH/2017/125](#) du 14 avril 2017 relative aux modalités de mise en œuvre du dispositif d'emploi accompagné prévu par le décret n° 2016-1899 du 27 décembre 2016 modifié.

[Décision du Conseil d'Etat n° 387876](#) du 17 avril 2017 - Demande d'annulation pour excès de pouvoir l'arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations ouvertes au public.

[Arrêté du 19 avril 2017](#) fixant le contenu et les modalités de diffusion et de mise à jour du registre public d'accessibilité.

[Arrêté du 20 avril 2017](#) relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur

aménagement.

[Décret n° 2017-620](#) du 24 avril 2017 relatif au fonctionnement des établissements et services médico-sociaux en dispositif intégré prévu à l'article 91 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 relative à la modernisation de notre système de santé.

[Circulaire n° 2017-076](#) du 24 avril 2017 relative aux établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA).

[Décret n° 2017-631](#) du 25 avril 2017 relatif à la constitution et au fonctionnement des groupements de coopération sanitaire.

[Décret n° 2017-688](#) du 28 avril 2017 relatif aux places de stationnement adaptées dans les parties communes des copropriétés.

[Arrêté du 28 avril 2017](#) modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant, des installations existantes ouvertes au public ainsi que des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction.

[Décret n° 2017-705](#) du 2 mai 2017 relatif aux évaluations des activités et de la qualité des services d'aide et d'accompagnement à domicile relevant du 6°, 7° ou 16° du I de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles.

[Décret n° 2017-708](#) du 2 mai 2017 modifiant le référentiel d'accès à la prestation de compensation fixé à l'annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles.

[Circulaire n° DGCS/3B/2017/148](#) du 2 mai 2017 relative à la transformation de l'offre d'accompagnement des personnes handicapées dans le cadre de la démarche « une réponse accompagnée pour tous », de la stratégie quinquennale de l'évolution de l'offre médico-sociale (2017-2021) et de la mise en œuvre des décisions du CIH du 2 décembre 2016.

[Circulaire n° DGCS/SD5C/DSS/CNSA/2017/150](#) du 2 mai 2017 relative aux orientations de l'exercice 2017 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées.

[Décret n° 2017-710](#) du 3 mai 2017 relatif à la revalorisation de l'allocation aux adultes handicapés.

[Décret n° 2017-760](#) du 3 mai 2017 pris pour application de l'article 20 de la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement et portant diverses dispositions relatives aux modalités d'instruction des demandes de décision favorable pour le financement de logements sociaux.

[Circulaire n° 2017-084](#) du 3 mai 2017 relative aux missions et activités des personnels chargés de l'accompagnement des élèves en situation de handicap.

[Arrêté du 4 mai 2017](#) fixant les tarifs plafonds mentionnés à l'article L. 314-3 du code de l'action sociale et des familles applicables aux établissements et services mentionnés au a du 5° du I de l'article L. 312-1 du même code.

[Arrêté du 4 mai 2017](#) fixant la durée minimale de suspension de la pension d'invalidité prévue à l'article R. 341-21 du code de la sécurité sociale.

[Décret n° 2017-815](#) du 5 mai 2017 relatif aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement des centres de ressources autisme.

[Décret n° 2017-817](#) du 5 mai 2017 relatif aux conditions techniques de fonctionnement des établissements d'hospitalisation à domicile.

[Arrêté du 5 mai 2017](#) relatif au modèle de formulaire de certificat médical pour une demande auprès des maisons départementales des personnes handicapées.

[Arrêté du 5 mai 2017](#) relatif au modèle de formulaire de demande auprès des maisons départementales des personnes handicapées.

[Circulaire n° SG/PÔLE-ARS/2017/146](#) du 5 mai 2017 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2017.

[Décret n° 2017-875](#) du 9 mai 2017 relatif à l'accès des personnes handicapées aux services téléphoniques.

[Décret n° 2017-877](#) du 6 mai 2017 relatif à la définition du travail social.

[Décret n° 2017-879](#) du 9 mai 2017 modifiant les dispositions concernant le système d'information des maisons départementales des personnes handicapées et le système national d'information statistique mis en œuvre par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie.

[Décret n° 2017-880](#) du 9 mai 2017 autorisant les traitements de données à caractère personnel destinés à la mise en œuvre de l'allocation personnalisée d'autonomie et de l'aide sociale à l'hébergement.

[Décret n° 2017-882](#) du 9 mai 2017 portant diverses mesures relatives aux aides et concours financiers versés par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, au financement et aux procédures d'autorisation des services d'aide et d'accompagnement à domicile et au conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie.

[Décret n° 2017-982](#) du 9 mai 2017 relatif à la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques.

[Arrêté du 9 mai 2017](#) relatif aux critères techniques de labellisation des centres d'éducation des chiens-guides d'aveugle.

[Arrêté du 9 mai 2017](#) portant labellisation de centres de références pour une maladie rare ou un groupe de maladies rares.

[Décret n° 2017-998](#) du 10 mai 2017 relatif à la conversion en pension de vieillesse de la pension d'invalidité des assurés en recherche d'emploi à l'âge légal de départ à la retraite.

[Décret n° 2017-999](#) du 10 mai 2017 relatif aux droits à retraite des personnes handicapées.

[Arrêté du 10 mai 2017](#) fixant le document relatif à l'information des candidats à l'assurance-emprunteur lorsqu'ils présentent du fait de leur état de santé ou de leur handicap un risque aggravé.

[Décision n° 2017-06](#) du 16 mai 2017 relative aux dotations régionales limitatives 2017 et à la moyenne nationale des besoins en soins requis 2017.

[Décision du Conseil d'état n° 402798](#) du 19 mai 2017 - Une décision favorable de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) ne vaut pas décision d'attribution de la prestation de compensation du handicap (PCH).

[Arrêté du 23 mai 2017](#) fixant la liste des formats facilitant la production de documents adaptés.

[Décret n°2017-1067](#) du 24 mai 2017 relatif aux attributions déléguées à la secrétaire d'Etat chargée des personnes handicapées.

[Instruction n° DGCS/3B/2017/241](#) du 2 juin 2017 relative au déploiement du fonctionnement en dispositif intégré des ITEP et des SESSAD.

[Instruction n° BOI-TVA-LIQ-30-20-10-10-20170607](#) du 7 juin 2017 : TVA - Liquidation - Prestations de services imposables aux taux réduits - Logement, pension, prestations liées à l'état de dépendance des personnes âgées et à l'accueil des personnes handicapées.

[Instruction interministérielle n° DGOS/DGS/DGRI/2017/204](#) du 15 juin 2017 relative à l'appel à projets national pour la labellisation des centres de référence maladies rares (CRMR) dédiés aux maladies hémorragiques constitutionnelles, à la mucoviscidose et à la sclérose latérale amyotrophique et autres maladies du neurone moteur.

[Arrêt de la Cour de Cassation n° 15-23066](#) du 15 juin 2017 - Tutelle : limitation de la durée de la mesure de protection renouvelée à vingt ans.

[Instruction n° DGCS/SD5C/CNSA/2017/207](#) du 19 juin 2017 relative à la mise en œuvre des dispositions du décret n° 2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médicosociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles (CASF).

[Arrêté du 27 juin 2017](#) relatif au traitement d'une enquête statistique périodique sur les établissements et services sociaux et médico-sociaux, leur personnel et leurs usagers.

[Instruction n° DGCS/2A/5A/5C/182](#) du 3 juillet 2017 relative aux orientations de l'exercice 2017 pour la campagne budgétaire des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des services délégués aux prestations familiales.

[Décision n° 2017-5](#) du 3 juillet 2017 fixant pour 2017 le montant des contributions aux budgets des agences régionales de santé pour le financement des groupes d'entraide mutuelle et de la méthode d'action pour l'intégration des services d'aide et de soins dans le champ de l'autonomie mentionnés au I de l'article L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles.

[Instruction n° SG/HFDS/DGCS/2017/219](#) du 4 juillet 2017 relative aux mesures de sécurisation dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux.

[Instruction n° BOI-IR-RICI-220-10-20-20170706](#) du 6 juillet 2017 : IR - Réduction d'impôt en faveur de l'acquisition de logements destinés à la location meublée exercée à titre non professionnel - Champ d'application - Établissements concernés.

[Arrêté du 12 juillet 2017](#) relatif au formulaire de dossier de candidature aux fins d'agrément en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs à titre individuel.

[Ordonnance n° 2017-1177](#) du 19 juillet 2017 portant extension et adaptation des compléments de l'allocation aux adultes handicapés à Mayotte.

[Décret n° 2017-1200](#) du 27 juillet 2017 relatif au projet territorial de santé mentale.

[Instruction n° DGCS/SD3C/CNSA/2017/239](#) du 28 juillet 2017 relative au financement des Centres Régionaux d'Etudes, d'Actions et d'Informations (CREAI) en faveur des personnes en situation de vulnérabilité en 2017.

[Arrêté du 31 juillet 2017](#) fixant le modèle du formulaire «Demande unique de retraite anticipée de base pour les assurés handicapés».

[Circulaire n° 2017-137](#) du 4 août 2017 relative à la scolarisation des élèves handicapés - Élèves en situation de handicap scolarisés dans un établissement d'enseignement français à l'étranger.

[Arrêté du 8 août 2017](#) portant labellisation des réseaux des centres de référence prenant en charge les maladies rares.

[Directive \(UE\) 2017/1564](#) du Parlement européen et du Conseil du 13 septembre 2017 sur certaines utilisations autorisées de certaines œuvres et d'autres objets protégés par le droit d'auteur et les droits voisins en faveur des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés et modifiant la directive 2001/29/CE sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information.

[Règlement \(UE\) 2017/1563](#) du Parlement européen et du Conseil du 13 septembre 2017 relatif à l'échange transfrontalier, entre l'Union et des pays tiers, d'exemplaires en format accessible de certaines œuvres et d'autres objets protégés par le droit d'auteur et les droits voisins en faveur des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés.

[Décret n° 2017-1337](#) du 13 septembre 2017 modifiant le décret n° 2016-212 du 26 février 2016 relatif à certains concours versés aux départements par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie pour 2016 et 2017.

[Ordonnance n° 2017-1385](#) du 22 septembre 2017 relative au renforcement de la négociation collective.

[Ordonnance n° 2017-1386](#) du 22 septembre 2017 relative à la nouvelle organisation du dialogue social et économique dans l'entreprise et favorisant l'exercice et la valorisation des responsabilités syndicales.

[Ordonnance n° 2017-1387](#) du 22 septembre 2017 relative à la prévisibilité et la sécurisation des relations de travail.

[Ordonnance n° 2017-1388](#) du 22 septembre 2017 portant diverses mesures relatives au cadre de la négociation collective.

[Ordonnance n° 2017-1389](#) du 22 septembre 2017 relative à la prévention et à la prise en compte des effets de l'exposition à certains facteurs de risques professionnels et au compte professionnel de prévention.

[Arrêté du 28 septembre 2017](#) relatif au seuil mentionné à l'article R. 314-160 déclenchant le dispositif de modulation du forfait global de soins des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles.

[Ordonnance n° 1707537](#) du 28 septembre 2017 du Tribunal administratif de Melun - Atteinte grave et manifestation illégale au droit pour tout enfant de bénéficier d'une scolarité adaptée à son état de santé.

[Arrêté du 3 octobre 2017](#) fixant le modèle du formulaire «Demande d'affiliation à l'assurance vieillesse du parent au foyer - Aidant familial d'une personne adulte handicapée».

[Arrêt de la Cour de cassation n° 16-22353](#) du 5 octobre 2017 - Indemnisation possible de l'adaptation des proches de la victime au handicap.

[Arrêt de la Cour de cassation n° 16-24869](#) du 11 octobre 2017 - Nullité de la procédure pour défaut de convocation du curateur.

[Arrêté du 16 octobre 2017](#) fixant le modèle d'avis d'aptitude, d'avis d'inaptitude, d'attestation de suivi individuel de l'état de santé et de proposition de mesures d'aménagement de poste.

[Arrêté du 18 octobre 2017](#) modifiant au titre de l'exercice 2018 les dispositions de l'article 3.1 de l'arrêté du 9 décembre 2005 pris en application de l'article R. 314-13 du code de l'action sociale et des familles, relatif à la transmission par courrier ou support électronique des propositions budgétaires et des comptes administratifs des établissements et services sociaux et médico- sociaux.

[Note du 19 octobre 2017](#) d'instruction relative à l'application de la réglementation concernant la protection des jeunes travailleurs.

[Circulaire n° 5973/SG](#) du 23 octobre 2017 relative à la mise en oeuvre de la politique interministérielle en faveur des personnes handicapées et de leur inclusion.

[Décret du 15 novembre 2017](#) chargeant un député d'une mission temporaire.

[Arrêt de la Cour de cassation n° 16-24832](#) du 15 novembre 2017 - Le majeur protégé peut conclure un Pacs bien qu'un enfant du premier lit s'y oppose.

[Décision n° 401212](#) du 17 novembre 2017 du Conseil d'État statuant au contentieux - Utilisation des marqueurs sériques maternels de la trisomie 21.

[Arrêté du 23 novembre 2017](#) relatif aux modèles de conventions de gestion des dispositifs d'emploi accompagné et de financement mentionnées aux III et IV de l'article L. 5313-2-1 du code du travail.

[Décret n° 2017-1620](#) du 28 novembre 2017 relatif à la caducité de l'autorisation des établissements sociaux et médico-sociaux mentionnés à l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles.

[Décision du Conseil d'état n° 402260](#) du 6 décembre 2017 - Régime juridique des services d'aide et d'accompagnement à domicile agissant auprès des personnes âgées en perte d'autonomie et des personnes handicapées.

[Arrêté du 16 décembre 2017](#) modifiant l'arrêté du 21 décembre 2005 modifié fixant la liste des affections médicales incompatibles avec l'obtention ou le maintien du permis de conduire ou pouvant donner lieu à la délivrance de permis de conduire de durée de validité limitée.

[Arrêté du 19 décembre 2017](#) relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles.



[Arrêté du 19 décembre 2017](#) relatif au plan comptable M. 22 applicable aux établissements et services publics sociaux et médico-sociaux.

[Arrêté du 21 décembre 2017](#) relatif au barème de l'aide au maintien à domicile pour les retraités de la fonction publique d'Etat.

[Arrêté du 26 décembre 2017](#) modifiant le formulaire de déclaration semestrielle du nombre de mesures de protection des majeurs et de secrétaires spécialisés des personnes agréées pour exercer à titre individuel l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs.

[Arrêté du 27 décembre 2017](#) relatif au montant des plafonds de certaines prestations familiales et aux tranches du barème applicable au recouvrement des indus et à la saisie des prestations.

[Décision du Conseil d'Etat n° 404615](#) du 28 décembre 2017 - Demande d'annulation pour excès de pouvoir l'arrêté du ministre des finances et des comptes publics et du ministre des affaires sociales et de la santé du 12 août 2016 fixant les tarifs plafonds des établissements.

[Instruction n° DGCS/3A/DGOS/R4/2017/341](#) du 29 décembre 2017 relative à la mise en place d'une démarche de coopération renforcée entre établissements de santé médecine, chirurgie, obstétrique et établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes dans le cadre de l'amélioration des parcours de santé des personnes âgées.

[Instruction n° DGEFP/METH/2017/356](#) du 29 décembre 2017 relative à la notification et au pilotage des aides au poste 2018 dans les entreprises adaptées.

[Loi n° 2017-1836](#) du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018.

[Loi n° 2017-1837](#) du 30 décembre 2017 de finances pour 2018.

[Arrêté du 30 décembre 2017](#) modifiant l'article 18 ter de l'annexe IV au code général des impôts pris pour l'application de l'article 200 quater A du code général des impôts.